

Eau et continuité d'activités

Les grandes entreprises françaises en action






Novembre 2026

EPE
Entreprises pour
l'Environnement

EAU ET CONTINUITÉ D'ACTIVITÉS



Eau et continuité d'activités

Les grandes entreprises françaises en action

Novembre 2026

EPE
Entreprises pour l'Environnement

+300 % d'inondations dans les zones les plus touchées d'ici à 2050[1]

50 % des entreprises contactées ou étudiées considèrent l'eau comme un enjeu matériel au titre de l'ESRS E3[2]

68 % des entreprises à forte empreinte hydrique intègrent l'approche par bassin versant

77 md $ de répercussions possibles de la crise de l'eau dans les chaînes d'approvisionnement[3]

30 pratiques d'entreprises

EPE
Entreprises pour l'Environnement
www.epe-asso.org

Scannez pour accéder à la publication

Les grandes entreprises françaises en action

Les travaux menés par les entreprises membres de l'Association française des Entreprises pour l'Environnement au sein de la Commission Eau soulignent un changement de paradigme : la disponibilité de l'eau n'est plus une évidence, elle devient un enjeu stratégique. Accentuées par le changement climatique et l'érosion de la biodiversité, sécheresses, inondations, tensions entre usages et dégradation de la qualité renforcent les risques pour les activités et les chaînes de valeur.

Alors que la situation décrite par les Nations unies est celle d'une « faillite hydrique », la dimension transversale de l'eau est au cœur de toutes les grandes transitions : climat, biodiversité, santé, énergie, agriculture et industrie. L'eau s'impose comme un sujet à part entière, de plus en plus intégré aux décisions stratégiques et aux choix d'investissements.

La juste quantité d'eau, au bon endroit, pour le bon usage

Longtemps considérée comme une ressource acquise et peu coûteuse, l'eau devient de plus en plus un **risque stratégique** pour la continuité des activités, les chaînes d'approvisionnement et la compétitivité.

Face à cette pression, les entreprises apprennent notamment à **fonctionner avec moins d'eau**. Dans un premier temps, elles optimisent leurs processus et usages pour **réduire leurs besoins** (sobriété à la source). Dans un deuxième temps, elles développent la réutilisation (eaux de pluie, de processus, eaux usées) afin de **limiter leurs dépendances externes**. Cette réduction des prélèvements s'accompagne de plus en plus d'une mobilisation de leurs fournisseurs, de dialogues parties prenantes et d'investissements dans l'innovation et la modernisation, en arbitrant entre bénéfices hydriques, coûts et consommation énergétique.

En parallèle, les risques croissants liés aux inondations imposent d'accélérer ces transformations des activités et chaînes d'approvisionnement. La gestion de l'eau évolue ainsi vers une logique de résilience des modèles d'affaires.

Enfin, le **signal-prix** actuel ne reflète pas toujours la rareté de l'eau ni le coût de son indisponibilité. Le développement du prix interne de l'eau, du coût réel de l'eau et notamment de l'impact de son absence (ROI d'évitement), ainsi que de nouveaux mécanismes de financement, illustre comment les entreprises intègrent de plus en plus le risque hydrique dans les décisions d'investissement.

(1) UNU-INWEH, « *Global Water Bankruptcy : Living Beyond Our Hydrological Means in the Post-Crisis Era* », janvier 2026.
(2) Benchmark EPE-*Bluewave by Wavestone*, rapports 2025 (52 entreprises).
(3) CDP, « *Stewardship at the Source: Driving water action across supply chains* », Global Water Report 2023, mars 2024.

Une diversité de pratiques et d'actions en déploiement au sein des entreprises

Mesurer et piloter

Évaluation des dépendances et des vulnérabilités hydriques via des outils de référence : *WRI Aqueduct, WWF Water filter*, OCARA, ACT Adaptation… Analyse des portefeuilles bancaires (ENCORE) et anticipation des risques climatiques grâce aux scénarios du GIEC (RCP/SSP). Renforcement des indicateurs harmonisés (empreinte eau, référentiels).

Mieux valoriser et financer l'eau

Évaluation des risques hydriques dans les décisions d'investissements et développement de nouveaux mécanismes financiers (prix interne de l'eau, ROI d'évitement) : ces démarches ont pour objectif de valoriser les investissements liés à l'eau et justifier l'allocation de budgets spécifiques (CAPEX/OPEX) aux actions de sobriété hydrique.

Agir collectivement

Une tendance de fond majeure s'affirme :
la transition d'une gestion de l'eau par site isolé vers une approche par bassin versant : 68 % des entreprises à forte empreinte hydrique l'intègrent. Mise en place de démarches collectives (sectorielle ou géographique, travail en collaboration avec les agences de l'eau) et de dialogues avec les parties prenantes au niveau local (agences de l'eau, riverains) pour gérer de manière collective le partage de la ressource.

Renforcer la gouvernance

Pilotage coordonné entre directions industrielles, HSE et RSE. Renforcement d'un pilotage aujourd'hui essentiellement opérationnel : quelques entreprises comptent des membres de leur Conseil avec une expertise « gestion de l'eau » ou mettent en place des incitations financières. Mise en place d'instances transversales à l'entreprise dédiées à l'eau pour décloisonner.

Réduire les usages selon une hiérarchie d'atténuation

Accélération de la sobriété à la source (mesure, détection de fuites, optimisation des usages), réduction des prélèvements et développement du recyclage et de la réutilisation des eaux.

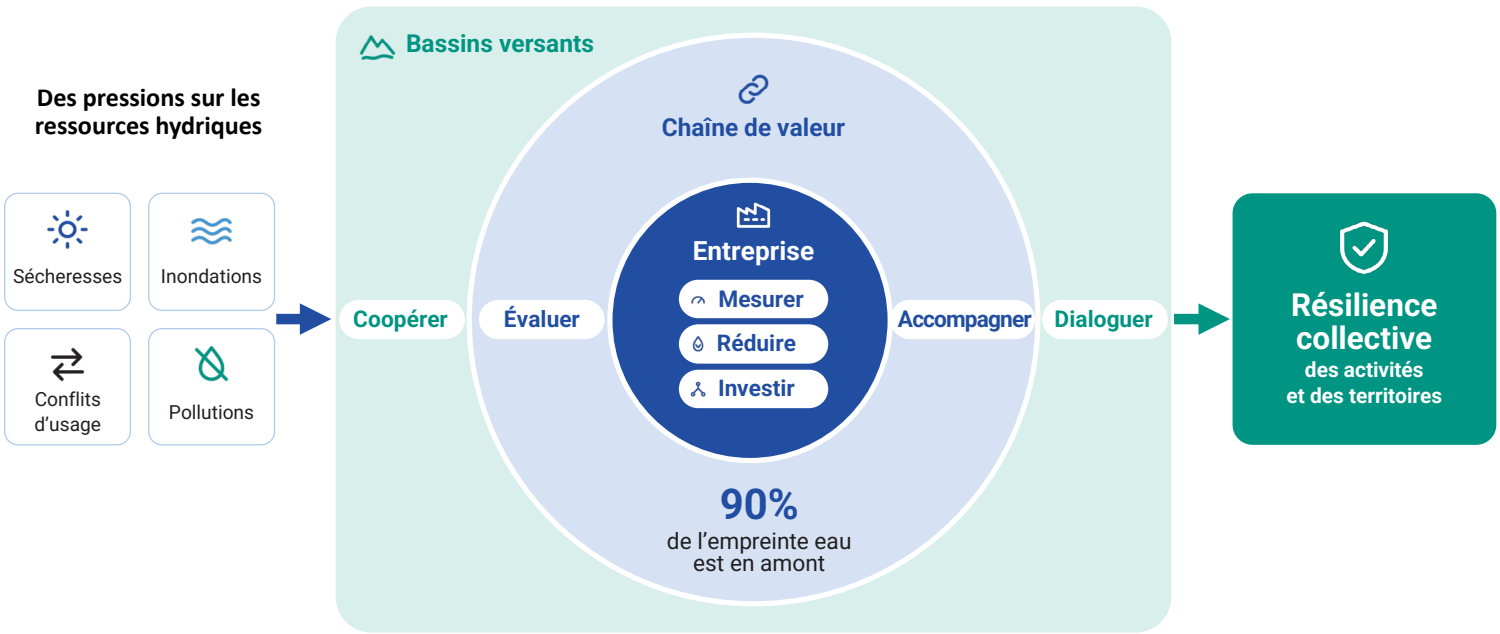
Transformer les chaînes de valeur

90 % de l'empreinte eau se situe en amont (CDP). Évaluation, mobilisation et accompagnement des fournisseurs (clauses d'appels d'offres, standards de production, collecte des données et suivi). L'enrichissement d'une relation fournisseurs centrée principalement sur la conformité réglementaire et opérationnelle (respect des autorisations, contrôle des effluents…) par une approche collective reste difficile (complexité à identifier les risques, à impliquer les fournisseurs indirects, manque de données fiables et de cibles quantitatives).

L'enseignement clé : passer d'une gestion individuelle à une résilience collective

Longtemps abordée sous l'angle de l'efficacité opérationnelle et de la réduction des coûts, l'eau devient aujourd'hui un **actif partagé**, dont la gestion dépasse les frontières de l'entreprise. Construire sa résilience exige ainsi de renforcer la **coopération** avec les fournisseurs, les collectivités, les acteurs de l'eau et l'ensemble des parties prenantes, notamment à l'échelle des bassins versants. Ces démarches collectives présentent également d'autres intérêts : anticiper les tensions, concilier les différents usages et préserver durablement les ressources en eau. Les entreprises pionnières membres d'EPE s'inscrivent ainsi dans une approche où l'eau doit être **protégée, partagée et gérée collectivement**. Ce nouveau modèle de gestion vise à renforcer la résilience des territoires et des activités économiques, en intégrant conjointement les enjeux des volumes d'eau disponibles et de la qualité de la ressource (pollutions et exigences sanitaires).

De la gestion individuelle à la résilience collective





EPE

Entreprises pour
l'Environnement